Pour publication immédiate : 2/16/2016 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

À titre indicatif : GOUVERNEUR CUOMO : D'IGNORER LE DEVOIR QU'ON A DE REMPLACER SCALIA À LA COUR SUPRÊME FAIT DU TORT À SON HÉRITAGE

Hier soir, le New York Daily News a publié un texte d'opinion du Gouverneur Andrew M. Cuomo sur la nécessité de remplacer feu le juge Antonin Scalia à la Cour suprême des États-Unis. On retrouve le texte d'opinion ici, ainsi que ci-dessous :

Les plus grands défenseurs et les plus grands détracteurs de feu le juge de la Cour suprême des États-Unis Antonin Scalia ne s'entendent peut-être pas sur grand-chose, mais ils seraient en tout cas d'accord sur ceci : Le juge Scalia croyait d'abord et avant tout dans la Constitution des États-Unis. Ces mots mêmes ont été au centre de beaucoup de ses décisions et de ses divergences au cours des trois décennies durant lesquelles il a siégé à la Cour suprême.

L'Article II, Section 2 de la Constitution dit que le président devrait avoir tout le pouvoir de nommer, suivant les conseils et le consentement du Sénat, les juges de la Cour suprême. Nulle part dans la Constitution il est dit que le président ou le Sénat des États-Unis devrait mettre de côté ces responsabilités en raison de la politique ou d'une élection présidentielle, et nous ne pouvons laisser les querelles partisanes paralyser le plus haut tribunal du pays.

L'impasse en cours à Washington a déjà réussi à considérablement immobiliser les branches législatives et exécutives de notre gouvernement fédéral. De la laisser à présent paralyser la branche juridique, à l'encontre de la Constitution des États-Unis, serait nuire aux deux partis et à l'héritage du juge Scalia. Et il ne s'agit pas là d'un exercice académique. Le mandat actuel de la Cour suprême pourrait être l'un des plus importants des 50 dernières années, avec des cas touchant à la santé des femmes, à l'immigration et aux droits des travailleurs. Ceci souligne seulement le fait que le peuple américain mérite un processus de nomination rapide et dans les règles.

En 1988, le président sortant Ronald Reagan a supervisé la nomination du juge de la Cour suprême actuel Anthony Kennedy. Comme aujourd'hui, Kennedy a été considéré durant une année d'élection présidentielle, alors que l'exécutif républicain faisait face à un Sénat démocrate. Pourtant, ni le président Reagan ni le chef de la majorité du Sénat Robert Byrd n'ont rejeté leurs responsabilités en raison de l'élection. Si le président Reader et le chef Byrd ont pu mettre la politique de côté, alors le président Obama et le chef McConnell peuvent faire de même.

À titre de gouverneur travaillant avec une législature divisée, diriger est pour moi la priorité, et la politique vient en second. Dans l'État de New York, cette approche a mené les républicains et les démocrates à s'unir en vue d'adopter l'égalité du mariage, la loi sur le contrôle des armes à feu la plus stricte au pays et, après des décennies de dysfonctionnement historique, 5 budgets équilibrés et dans les temps qui ont maintenu les dépenses de l'État sous la barre des 2 %.

Il m'est arrivé d'être confronté aux attaques de l'extrême droite des deux partis en raison de cette approche. Ce sont là les mêmes forces qui préféreraient voir une bataille partisane épique plutôt que d'avoir un nouveau juge que les deux côtés pourraient accepter à la Cour suprême. Une partie de la gauche voudrait que le président mette de l'avant le candidat le plus inflexible possible sur le plan idéologique, pour poser ainsi un geste politique symbolique, sachant que ce choix ne serait jamais admis. Et une partie de la droite voudrait que le leadership du Sénat refuse de tenir audience ou même un seul vote où le choix du président serait pris en compte, tout simplement pour montrer aux membres du parti qu'on bloquera tout ce que le président tente.

Cette vision ne correspond pas à ce que nos pères fondateurs avaient à l'esprit quand ils ont écrit la Constitution. Après la guerre révolutionnaire, nos pères fondateurs ont vu une jeune nation en difficulté qui venait de défier l'empire le plus puissant de l'histoire. Ils savaient qu'après que le monarque britannique eût imposé durant des années sa volonté au peuple depuis l'autre côté de l'océan, notre nouveau système gouvernemental devait permettre le débat et donner aux deux côtés la chance de dire ce qu'ils avaient à dire. Mais ils savaient également que notre démocratie ne pouvait survivre seulement que par le débat. Elle avait besoin d'un système gouvernemental qui pousse les deux côtés vers des décisions et des mesures afin que notre pays puisse croître et aller de l'avant. Cela voulait dire qu'il fallait faire des compromis et laisser ses adversaires politiques s'exprimer, et même parfois tenter d'écouter ce qu'ils avaient à dire en gardant l'esprit ouvert.

La Constitution indique clairement les principes directeurs des responsabilités de notre gouvernement envers le peuple. Les différentes branches du gouvernement partagent certaines des responsabilités les plus importantes, justement pour la division du contrôle oblige les deux partis à travailler ensemble. Que les dirigeants de nos partis ne soient même plus prêts à essayer serait manquer à nos pères fondateurs et au document qu'ils ont signé.

Certains des défenseurs les plus fidèles à la Constitution sont aujourd'hui ceux qui disent que nous devrions l'ignorer. La croyance que le juge Scalia avait dans la Constitution n'avait rien de volage. Il croyait en elle quand elle soutenait ses principes conservateurs, comme dans le cas opposant le Kansas à March, dans le cadre duquel il a voté pour le maintien d'une loi d'État sur la peine de mort. Mais il croyait également dans la Constitution quand elle contredisait ses croyances conservatrices, comme dans le cas ayant opposé le Maryland à King, où il s'est opposé au droit des forces de l'ordre à recueillir et à stocker l'ADN de toute personne arrêtée, ce qui fait infraction au 4e

amendement.

Il est toujours difficile de mettre la politique de côté, et encore plus durant une année électorale. Mais en ce moment, les démocrates et les républicains doivent prioriser leurs responsabilités constitutionnelles. C'est ce que nous avons fait ici à New York, et c'est ce qui doit être fait à Washington, D.C., et c'est là ce que l'héritage du juge Scalia mérite.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418